

CHINE

Xi Jinping, un nouveau Mao ? - Sur le sixième plénum du comité central du Parti communiste chinois et la cinquième génération de cadres

vendredi 4 novembre 2016, par [ROUSSET Pierre](#) (Date de rédaction antérieure : 4 novembre 2016).

Le sixième plénum du comité central du PCC a doté Xi Jinping du titre de « cœur du parti », décerné par le passé à Mao Zedong, puis Deng Xiaoping. Xi consolide sa mainmise sur le parti en vue du congrès qui se tiendra l'an prochain. Il cherche à prévenir l'explosion d'une crise sociale généralisée en poursuivant l'expansion internationale du nouvel impérialisme chinois.

Xi Jinping, officiellement surnommé Xi Dada (« *tonton Xi* »), contrôle aujourd'hui l'essentiel des rouages nationaux du régime. Il est secrétaire général du PCC, président de la commission militaire centrale et président de la République populaire. Il a aussi pris la direction de plusieurs organes en charge de la sécurité nationale, de la cybersécurité, des réformes économiques. Il s'est intronisé commandant en chef de l'armée, comme si son poste à la tête de la commission militaire ne suffisait pas.

Le sixième plénum du comité central s'est réuni du 24 au 30 octobre derniers et lui a octroyé en sus le titre de « cœur du parti », porté par d'illustres prédécesseurs : Mao Zedong et Deng Xiaoping.

Depuis qu'il a accédé aux plus hautes fonctions, Xi Jinping a systématiquement consolidé son pouvoir à coups de purges et construit un culte de la personnalité. Pour nombre de commentateurs, il s'impose ainsi comme un nouveau Mao. Un tel culte signifie évidemment qu'un dirigeant est plus égal que les autres ; il n'est cependant pas nécessairement synonyme de pouvoir personnel plus ou moins absolu. Ainsi, Mao avait constitué autour de lui une équipe de direction formée de très fortes personnalités venues d'horizons variés - ce n'était pas des vassaux [1]. Cette équipe est restée opérationnelle une bonne vingtaine d'années, avant et après la conquête du pouvoir. Le maoïsme historique est entré en crise précisément quand, en son sein, la division l'a emporté sur la solidarité après l'échec du Grand Bond en avant, à la fin des années cinquante.

Nous en sommes aujourd'hui à la cinquième génération de dirigeants du PCC. Elle n'a ni l'expérience, ni la solidarité, ni la légitimité que forge un combat révolutionnaire commun. Son accession au pouvoir s'accompagne de luttes de fractions particulièrement violentes, jusqu'aux plus hauts niveaux [2]. Quelle que soit son indéniable intelligence politique, il n'est pas évident que Xi Jinping puisse constituer une équipe de direction à même de s'imposer durablement dans un parti de 88 millions de membres, dans un pays-continent aux multiples centres de pouvoirs régionaux, administratifs ou sectoriels.

Xi Jinping, né en 1953, est un « prince rouge », fils de Xi Zhongxun, l'un des dirigeants centraux du PCC. Son père avait été vice-président de l'Assemblée populaire et vice-premier ministre avant d'être écarté par Mao Zedong, puis réhabilité par Deng Xiaoping lors des luttes de fraction des années 1960-1970. Il contribua à la mise en œuvre des réformes économiques prônées par Deng dans les années 1980 qui, la décennie suivante, ont ouvert la voie au développement capitaliste.

Xi Jinping est lui-même l'un des « jeunes instruits » envoyés en 1969 à la campagne pour « apprendre des paysans », à l'issue de la Révolution culturelle. Il restera pour l'essentiel de 15 ans à 22 ans dans le Shaanxi – heureusement pour lui dans l'ancienne base révolutionnaire que dirigea son père. A partir de 1982, il commence à exercer des responsabilités dans le Hebei, le Fujian, le Zhejiang – c'est-à-dire dans des provinces côtières de l'est et du nord-est où s'investissent des capitaux étrangers (notamment taiwanais). Il entre en 2007 au comité permanent du bureau politique, le noyau de la direction centrale du PCC. Ce parcours lui a permis d'ancrer son pouvoir dans un réseau de relations qui inclut la mégapole portuaire et financière de Shanghai. « Réformateur » capitaliste, il impulse aussi l'expansion internationale du nouvel impérialisme chinois.

Le sixième plénum du comité central avait avant tout pour ordre du jour la préparation interne du prochain congrès du PCC, qui se tiendra l'an prochain. Dans cette perspective, Xi Jinping n'a cessé de placer des proches aux postes déterminants. Il rompt ainsi avec une règle d'or à laquelle tenait Deng Xiaoping : associer plusieurs fractions au partage des plus hautes responsabilités pour éviter la montée en puissance d'un homme fort. Vu la brutalité avec laquelle Xi impose sa loi, il s'est certainement fait beaucoup d'ennemis. Or, il n'est pas sans points faibles.

En hissant le drapeau du combat contre la corruption, Xi tente de s'attaquer à un facteur de crise majeur pour le présent régime, à justifier l'élimination de ses rivaux et à s'assurer un appui populaire. Enrichissement et postes de responsabilité vont en effet de paire en Chine contemporaine. Ce sont souvent les clans familiaux qui bénéficient, par des moyens légaux ou illégaux, de l'accession à une position de pouvoir de l'un des leurs. Wen Jiabao offre en ce domaine un cas d'école. « Au total, selon l'enquête du journaliste David Barboza du *New York Times*, la fortune du clan atteindrait 2,7 milliards de dollars (2 milliards d'euros) ». « Il y a dix ans, au début de sa carrière comme Premier ministre, M. Wen et sa famille ne disposaient d'aucune fortune [...] au sortir, ils ont accumulé un joli magot. » [3].

Problème, Xi Jinping n'est lui-même pas blanc comme neige. En juin 2012, le quotidien *Bloomberg* a publié un article sur sa fortune et celle de sa famille, ce qui a entraîné sa censure en Chine. Les investissements à hauteur de 297 millions d'euros auxquels se réfère le journaliste ne sont pas attribués directement à Xi Jinping, à son épouse Peng Liyuan ou à sa fille Xi Mengze. Elle serait gérée par sa sœur aînée Qi Qiaoqiao, son beau-frère Deng Jiagui et leur fille Zhang Yannan. Toujours le clan !

Les investissements se situent dans la téléphonie mobile, les minerais, l'immobilier ou le foncier. Xi Yuanping, un oncle de Xi Jinping, est actuellement président-directeur général de l'International Energy Conservation Environmental Protection Association. En avril 2016, le beau frère de Xi Jinping est cité dans les *Panama Papers*. [4].

Comme d'autres « princes rouges » avant lui [5], Xi se réapproprie une certaine gestuelle maoïste, alors qu'il poursuit une politique opposée sur le fond à celle de Mao, tant sur le plan intérieur (développement capitaliste) qu'international (expansionnisme sans frontière). C'est reconnaître que la rhétorique anti-maoïste ne fait aujourd'hui pas recette. Le trauma de la Révolution culturelle et de son affaïssement à la fin des années soixante dans une dictature bureaucratique s'éloigne. Le souvenir se ravive – partiellement réel, partiellement mythifié – d'un passé antérieur où les

inégalités sociales étaient réduites, la corruption contenue, le statut des classes laborieuses valorisé. Une mémoire lourde de contestations de l'ordre présent, que Xi tente de neutraliser en se l'appropriant symboliquement - un pis aller.

Pour Emilie Fienkel, « *Lorsque Mao est brandi comme figure tutélaire, il s'agit notamment pour M. Xi de gagner en popularité en revitalisant la légitimité morale du PCC et en s'appuyant sur l'aura qu'a gardée l'ancien dirigeant auprès de nombreux Chinois. En effet, si Mao est souvent associé dans l'imaginaire intellectuel occidental à la famine, à une politique économique désastreuse, aux persécutions et au volontarisme idéologique destructeur, il évoque davantage en Chine la puissance et la dignité nationales, l'intégrité, l'égalité socio-économique et entre les sexes, et le progrès industriel. D'après un sondage, certes commandité en décembre 2013 par Global Times, journal proche du Parti, 85 % des Chinois interrogés estimaient que la réussite de Mao l'emportait sur ses erreurs et échecs* » [6].

La Chine est le théâtre de très nombreux « soulèvements » locaux qui incluent souvent l'incendie de bâtiments officiels. Ainsi, 200.000 « incidents » ont été officiellement recensés en 2012. Depuis, ces données en augmentation ne sont plus rendues publiques ! La société n'est donc pas aux ordres, loin de là. Cela n'implique pas pour autant que le régime n'a pas de bases sociales. La réalité semble bien complexe.

« *Bien sûr, ajoute Emilie Fienkel, les sondages sont souvent sujets à caution. Mais les résultats soulignent le fossé qui sépare la manière dont les Chinois évaluent leurs dirigeants du regard des observateurs extérieurs. Ce qui rend manifestement M. Xi populaire auprès de divers pans de la société, ce sont ses efforts pour imposer davantage la Chine sur la scène internationale (ce qui plaît à une grande partie de la jeunesse) ainsi que son impressionnante lutte contre la corruption, qui casse l'image de cadres du Parti intouchables et donne l'impression de rapprocher les dirigeants des citoyens ordinaires. Sans doute les classes moyennes et supérieures sont-elles plus sensibles à sa volonté de poursuivre et d'approfondir la réforme économique. Encore faut-il que la baisse de la croissance ne se traduise pas par une remise en cause de leurs acquis.* »

La politique répressive de Xi Jinping montre qu'il ne s'en remet pas à sa popularité, réelle ou supposée. Elle s'est considérablement durcie. Il est assez fascinant de voir l'ancien « jeune instruit » victime de la Révolution culturelle menacer à son tour des dissidents intellectuels de se voir envoyer à la campagne apprendre du peuple. D'autant plus qu'en tant que corps social, les couches intellectuelles sont, comme en d'autres pays, plus conservatrices que démocrates.

Toute forme d'organisation indépendante est interdite (syndicats), harcelée, placée sous surveillance. Au fil des récentes années, des milliers de personnes dites de la « société civile » ont été arrêtées : avocats engagés informant les travailleurs de leurs droits légaux, militantes féministes et responsables d'associations... L'accès à Internet est limité, les réseaux privés virtuels sont régulièrement bloqués. La censure se fait plus omniprésente à l'encontre des internautes, des universitaires, des journalistes ou artistes.

A l'encontre de Mao, Xi Jinping chante les vertus du confucianisme en ce qu'il codifie un ordre social intangible. Il évite soigneusement tout appel à la mobilisation populaire et poursuit la cooptation des entrepreneurs capitalistes, de riches bourgeois, dans les sommets du Parti, ainsi que l'ouverture au marché et à la concurrence - point donc de retour à la planification maoïste !

L'avenir de Xi Jinping se joue largement sur sa capacité à éviter un effondrement social provoqué par l'ouverture d'une crise économique, aujourd'hui latente - son régime n'y survivrait probablement pas. Pour ce faire, bien plus que ses prédécesseurs, Xi mise sur l'expansionnisme et le dynamisme de l'impérialisme chinois, avec un succès certain. En Asie orientale notamment, il vient

de recevoir un appui inespéré avec la politique anti-US menée par Rodrigo Duterte, actuel président des Philippines. La Malaisie penche aujourd'hui du côté de Pékin, après le Laos, le Cambodge et la Thaïlande. Jamais la position de Pékin n'a été aussi forte en mer de Chine méridionale ; jamais non plus son poids dans l'arène internationale, *en tant que puissance intégrée à l'ordre capitaliste mondial*, n'a été aussi important.

L'avenir des évolutions en cours en Chine reste bien difficile à prévoir [7]. On ne sait ni quand, ni où et comment la prochaine crise éclatera, même s'il est probable que l'ampleur des dettes publiques et privées (notamment dans l'immobilier) ou les capacités de production qui ne trouvent pas de débouchés constituent aujourd'hui une bombe à retardement. Xi Jinping sait pertinemment que rien n'est gagné d'avance. Pour affronter des lendemains qui s'annoncent turbulents, il veut un parti, une armée et une administration à sa main.

Pierre Rousset

Notes

[1] ESSF (article 24655), [La Chine du XX^e siècle en révolutions - III - Annexe 1 : six coups de projecteur](http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article24655) :

<http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article24655>

[2] Par exemple, Zhou Yongkang, ancien responsable de la sécurité intérieure, a été condamné.

[3] Martine Bullard, *le Monde diplomatique*, disponible sur ESSF (article 26904), [Chine : Wen Jiabao, sa mère, sa femme, son fils et les autres](http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article26904) :

<http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article26904>

[4] Wikipedia ajoute qu'il est précisé que rien ne laisse penser que Xi Jinping ait commis des malversations :

https://fr.wikipedia.org/wiki/Xi_Jinping#Fortune

[5] ESSF, (article 29634), [Chine : le procès de Bo Xilai](http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article29634) :

<http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article29634>

[6] Emilie Fienkel, *le Monde diplomatique*, disponible sur ESSF (article 39389), [Xi Jinping, le président chinois le plus puissant depuis Mao Zedong](http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article39389) :

<http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article39389>

[7] Aldo Bronzo, ESSF (article 39404), [La Chine de Xi Jinping - Une transition extrêmement complexe, aux débouchés imprévisibles](http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article39404) :

<http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article39404>